

Anne LALO

Date de Naissance : 5 Avril 1954 à Neuilly-sur-Seine

Adresse : 18 rue d'Angleterre, Nice

Téléphone : 06 30 87 87 21

e-mail : anne.amenc@unice.fr, anne.lalo@wanadoo.fr

DIPLOMES

SOCIOLOGIE : **Habilitation à Diriger des Recherches en Sociologie Politique** (1999).

Sujet : **Information du public sur les risques naturels et technologiques majeurs.**

Jury: Jacques LAUTMAN, Professeur, Université de Provence. Jean- Jacques SALOMON, Professeur, CNAM.

Marcel JOLLIVET, Directeur de Recherche, CNRS. Philippe ROCARD, Ingénieur en Chef des Mines, GAN.

Mention Très Honorable avec félicitations à l'unanimité du Jury. Aix-en-Provence.

PSYCHOLOGIE : **Doctorat de 3° Cycle en Psychologie Cognitive** (1981). Université de NICE
DESS de Psychologie Clinique (1980), DEA (1977), Maîtrise (1976), Licence (1975).

LINGUISTIQUE : **DEA de Sémiotique** (1980). Université de NICE
Maîtrise (1977), Licence (1976).

STATUT

Depuis 1987 : maître de conférences des universités.

Affectation : IUT NICE Côte d'Azur. Université NICE - SOPHIA ANTIPOLIS

Département GEA, Gestion des Entreprises et des Administrations.

LABORATOIRES DE RECHERCHE

Laboratoire principal : TRANSITIONS, laboratoire intégré au sein de l'IMREDD,
INSTITUT MEDITERRANEEN de L'ENVIRONNEMENT, du RISQUE
et du DEVELOPPEMENT DURABLE. NICE

Laboratoire associé : CERREV, Université de Caen Normandie (EA 3918).

Centre d'Etude et de Recherche sur les Risques et les Vulnérabilités.

PARTICIPATION A DES COMITES D'EXPERTS SUR LES RISQUES

Comité "Instance d'évaluation de la gestion des post-crises". 2006

Coordonné par le Conseil Général des Ponts et Chaussées, ministère de l'Equipement.

Comité d'experts du groupe "Racines". 2005

Coordonné par le Commissariat Général du Plan, Services du Premier ministre.

Mission "Coppens" pour l'élaboration de la Charte de l'Environnement. 2003

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable, Préfecture de Caen.

Mission "Essig", Débat national sur les risques industriels. 2002

Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

Comité d'experts du Groupe "Mingasson". 1991

Coordonné par le Secrétariat d'Etat aux Risques Majeurs (H. Tazieff).

THEMATIQUES DE RECHERCHE

TRANSITION ENERGETIQUE : L'HYDROGENE

Contrat de recherche de l'ANR en cours

BIODIVERSITÉ ET ESPECES PROTÉGÉES : LE PLAN LOUP

- 4 contrats de recherche : ministères de l'Ecologie et de l'Agriculture.

ACCIDENTS MAJEURS DANS LES USINES "SEVESO" : LA CATASTROPHE D'AZF

- 3 contrats de recherche : ministères de l'Environnement, DRIRE Midi-Pyrénées et Institut Européen des Risques.

MAREE NOIRE : LE NAUFRAGE DE L'ERIKA

*- 4 contrats de recherche : Groupe TOTAL, ministères de l'Environnement et de l'Intérieur.
- 2 contrats d'actions sur le terrain : CANCA-Nice et Institut National d'Etude de la Sécurité Civile.*

RISQUES ET CATASTROPHES NATURELS

- 6 contrats de recherche : ministères de l'Environnement, de l'Intérieur et de l'Agriculture, Conseil Régional PACA, DIREN PACA, Société du Canal de Provence.

RISQUES TECHNOLOGIQUES MAJEURS DANS LES USINES "SEVESO"

- 12 contrats de recherche : DG XII de la Commission des Communautés Européennes, Collège de la Prévention des Risques Technologiques, ministère de l'Environnement, DRIRE PACA, EDF-GRETS etc.

- 14 contrats portant sur la mise en oeuvre de l'information du public dans les zones industrielles et les plans d'urgence dans les écoles : ministère de l'Environnement et de l'Intérieur, DRIRE PACA, DRIRE Rhône-Alpes, DRIRE Corse, Préfecture de Région Corse, Préfecture de l'Isère, Conseil Général de l'Isère, Communauté Urbaine de Lyon, Communes de Berre-l'Etang, de Martigues, de Fos-sur-Mer, Ville du Havre, Groupe TOTAL, SHELL, ATOCHEM, BP chimie, Air Liquide, Rhône-Poulenc etc.

POLLUTION DE L'AIR ET GESTION DES DECHETS

- 4 contrats de recherche : Conseil Régional d'Ile-de-France, Eco-Emballages, CSCV.

TRANSITION ENERGETIQUE : L'HYDROGENE

Contrat de recherche de l'ANR en cours

Projet TETHYS : Transition Energétique, Territoires, Hydrogène et Société.

Direction du projet : laboratoire CERREV, université de CAEN Normandie.

Contribution de l'Université de Nice :

- Direction du lot N° 2 : « Revue de presse des expériences innovantes en matière d'utilisation de l'hydrogène dans les territoires ». Analyse de 2.000 articles de la Presse Quotidienne Régionale.

- Contribution au lot N° 3 : « Enquête sociologique auprès de deux publics "cibles" : les chefs d'entreprises et les étudiants. Enquête auprès de 500 Personnes.

Subventions : ANR -17 - CE - 0026 - TETHYS

BIODIVERSITÉ : LES ESPECES PROTÉGÉES

EVALUATION DU DISPOSITIF DE CONSERVATION DU LOUP

DIRECTION DE CONTRATS DE RECHERCHE

1. Perspective d'évolution du dispositif d'indemnisation des dégâts dûs au loup dans le cadre du Plan d'Action National sur le Loup 2008-2012.

- Enquête menée auprès de 417 personnes dans les Alpes-Maritimes : 126 éleveurs, 60 maires, 42 agents des parcs naturels et de la Préfecture, 79 chasseurs et lieutenants de louveterie, 32 membres des associations de protection de la nature (FERUS).

Subventions : Ministère de L'Ecologie et du Développement Durable

2. PLAN LOUP 2008-2012 : enquête sociologique auprès des éleveurs.

- Généralisation de l'enquête auprès des éleveurs des autres départements de l'arc alpin : Alpes de Haute-Provence, Var, Hautes-Alpes, Drôme, Isère, Savoie, Haute-Savoie.

- Entretiens menés dans les alpages auprès de 127 personnes.

Subventions : Ministère de L'Agriculture.

3. Programme de recherche sociologique s'inscrivant dans le cadre du PLAN D'ACTION NATIONAL SUR LE LOUP 2008-2012.

- Généralisation de l'enquête sociologique aux autres départements de l'arc alpin.

- Enquête sociologique auprès de 1.097 personnes autres qu'éleveurs : 244 maires, 211 agents des parcs naturels et de la Préfecture, 297 FERUS et 306 FRAPNA, 39 chasseurs.

Subventions : Ministère de L'Ecologie et du Développement Durable

DREAL de la Région Rhône-Alpes.

4. Les représentations du loup chez l'enfant.

- Enquête psycho-sociologique auprès de 1.475 élèves des classes primaires des Alpes-Maritimes (808 dans les villages inclus dans les Zones de Présence Permanente du loup et 667 à Menton, Grasse et Nice, résidant en dehors des zones exposées à la prédation lupine).

Subventions : Ministère de L'Ecologie et du Développement Durable

PUBLICATIONS

A. LALO et P. DEGEORGES. **L'acceptabilité sociale des tirs de loups.** Revue Histoire & Sociétés Rurales, p. 99-136, n° 47, 1er semestre 2017.

A. LALO. **Loup réel, loup symbolique, loup imaginaire.** Ouvrage collectif *Portraits : regards sur l'animal et son langage.* Actes du colloque international organisé par le laboratoire 3L.AM, de l'Université d'Angers, le 8-10 octobre 2015.

A. LALO. **Contribution à la résolution des conflits entre le loup et l'élevage. Une échelle territoriale de prédation lupine pour l'aide à la décision.** Article paru dans l'ouvrage collectif *Vivre avec le loup ? Trois mille ans de conflit*, édité sous la direction de Jean-Marc Moriceau, éditions Tallandier, 2014, Paris.

COMMUNICATIONS

Loup réel, loup symbolique, loup imaginaire. Communication publique organisée par le Parc naturel du Verdon sur les espèces protégées. Médiathèque de Manosque. 10 février 2018.

Ruralité et biodiversité : déconstruction des prises de position sur les tirs de loups. Journée d'études *Homme et Loup : 2000 ans d'histoire, au croisement de la géographie, de la sociologie et de l'histoire*. Les rendez-vous du pôle rural, 19 octobre 2016, Université de Caen.

Loup réel, loup symbolique, loup imaginaire. Colloque international *Portraits : regards sur l'animal et son langage*, organisé par le laboratoire 3L.AM, de l'Université d'Angers, le 8-10 octobre 2015.

Prédation réelle versus prédation ressentie. Colloque *Arc alpin et Biodiversité : quelles opportunités dans la politique de développement rural ?* Organisé par European Environmental Bureau, France-Nature-Environnement et la FRAPNA, 14 Octobre 2014, Gap.

La responsabilité de l'Etat dans les dégâts causés par les espèces protégées. En collaboration avec Alberto PONTISIMONIS. Symposium *Vivre avec le loup, Hier, aujourd'hui...et demain. Etat des lieux et perspectives européennes*, colloque international organisé par le Pôle Rural de l'Université de Caen, 7-13 octobre 2013, Saint-Martin-Vésubie.

PLAN LOUP 2008-2012 : enquête sociologique auprès des associations de protection de la nature. Communication publique sur les grands prédateurs organisée par l'Association FERUS. Saint-Martin-Vésubie. Parc Alpha Loup. 12 mai 2013.

Préjudice pastoral et indemnisation des dommages causés par les espèces protégées. Le cas du loup en France. Séminaire organisé par The Norwegian Institute for Nature Research et LCIE, Large Carnivore Initiative for Europe, du 14 au 17 mai 2012 à TRONDHEIM, Norvège.

Responsabilité et Biodiversité. Représentations de l'animal sauvage et justice environnementale : le cas du loup en France. En collaboration avec Patrick DEGEORGES, responsable de la politique du PLAN LOUP en France. Colloque *L'évolution des relations entre l'homme et l'animal sauvage, une approche transdisciplinaire*, organisé par l'Organisation mondiale de la Santé animale, le Ministère de l'Agriculture et le Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux, le 29 novembre 2011 à Paris.

AUDITIONS COMME EXPERT

Bilan du Plan Loup 2008-2012 : analyse comparée des représentations des éleveurs, des agents de l'Etat, des maires, des chasseurs et des associations de protection de la nature. Journée d'étude *Bilan du plan Loup 2008-2012 et orientations stratégiques du Plan Loup 2013-2017* du Groupe National Loup, au ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie, sous la présidence de Mme Delphine Batho. Le 16 octobre 2012, Paris.

Bilan du PLAN LOUP 2008-2012. Audition comme expert par la Métropole Nice Côte d'Azur. 11 mars 2013.

Bilan du PLAN LOUP 2008-2012. Audition comme expert par les inspecteurs généraux du Ministère de l'Environnement et de l'Agriculture en charge de l'évaluation du PLAN LOUP 2008-2012. Préfecture des Alpes-Maritimes. 11 septembre 2011.

ACCIDENTS MAJEURS DANS LES USINES "SEVESO"

RETOURS D'EXPÉRIENCE SUR LA CATASTROPHE D'AZF

DIRECTION DE CONTRATS DE RECHERCHE

1. Retour d'expérience sur la catastrophe d'AZF : comment les populations ont-elles réagi ?

- Enquête auprès de 1000 riverains de l'usine, vivant dans la zone sinistrée.

Subventions : Ministère de L'Environnement et de l'Aménagement du Territoire.

DRIRE Midi-Pyrénées.

2. Retours d'expérience sur les catastrophes d'AZF (France) et d'Enschede (Hollande).

- Recherche comparative FRANCE-HOLLANDE.

- Analyse croisée de la communication de crise des organisations impliquées dans le débat public : 3723 questionnaires recueillis auprès de 17 organisations partenaires.

Partenaires : AZF-Grande Paroisse, Entreprise SNPE, AXA, Préfecture, DRIRE Midi-Pyrénées, Ville de Toulouse, SDIS, SAMU, Association des sinistrés du 21 septembre, Les amis de la Terre, Education Nationale, Association Croix-de-Pierre, Chambre de Commerce, SNCF, et d'Industrie, SPPPI, France 3 Toulouse et CFDT.

Subventions : Ministère de L'Environnement et de l'Aménagement du Territoire.

Institut Européen des Risques.

3. Mise en ligne et analyse d'un fonds documentaire sur la catastrophe d'AZF.

- Archive structurée de 10.000 articles de presse.

- Outil d'aide à la décision en situation de crise.

- Mémoire des catastrophes.

Subventions : Institut Européen des Risques.

PUBLICATIONS

Face à l'incertitude, le bon sens de la population, in *AZF Toulouse, un Tsunami urbain*, sous la direction d'Hubert Seillan, janvier 2009, éditions Préventique, pages 193-199.

Catastrophe d'AZF. In *Le Dictionnaire des Risques*, sous la direction d'Yves Dupont, Edition Armand Colin, Paris 2003, pages 37-40.

Histoire moderne de la sécurité : le cas d'AZF, in *Le développement durable*, revue *Ambitions*, juillet 2002.

COMMUNICATIONS

AZF : the role of the media in challenging scientists' and decision makers' agenda. Colloque *Major risk challenging publics, scientists and governments*, colloque annuel de la Society of Risk Analysis Europe, 14 th Annual Meeting, 12-14 septembre 2005, Côme, Italy.

Contribution a une sémiotique des catastrophes : secret, mensonge et vérité sur l'explosion de l'usine AZF. XXVIème colloque du GALF, *Groupement des Anthropologues de Langue Française*, 26-28 mai 2005, Toulouse.

Faut-il fermer les usines pour mieux protéger la nature et les riverains ? Le cas d'AZF et de la SNPE. XVI èmes journées scientifiques de la société d'Ecologie Humaine. Colloque *Risques et Industrie* du 1° au 3 décembre 2004. Gradignan. France.

La perception de la perception de la chaîne des responsabilités dans le cadre de la catastrophe d'AZF. Colloque *La loi du 30 juillet 2003 sur les risques technologiques et naturels majeurs. Evolution ou révolution dans le droit de la Prévention des risques ?* Organisé par la SFDE, Société Française du Droit de l'Environnement d'Aquitaine, les 18 et 19 novembre 2004, Bordeaux.

AZF : Has the press influenced public opinion ? *Colloque annuel de la Society of Risk Analysis Europe*, 13 th Annual Meeting, 15 th-17th November 2004, Paris.

Polémique et Environnement : le cas d'AZF. Colloque de *l'Association Française de Sociologie*. 24 février 2004. Villetaneuse.

Causes de la catastrophe d'AZF : enquête auprès des sinistrés. Colloque *Gestion des risques urbains et des catastrophes*, organisé par l'IPGR, 10-11 décembre 2003, Marseille.

Catastrophe d'AZF : analyse des discours en concurrence pour expliquer la chaîne des responsabilités. Colloque *Activités à risques et démocratie : vers de nouvelles formes de gouvernance*, colloque organisé par l'Institut Européen de Cindyniques et l'Office Parlementaire des Choix Scientifiques et Technologiques, 17-19 mars 2003, Paris.

La polémique d'AZF : discours et anti-discours. Colloque *Les risques industriels*, Pollutec, déc.2002, Lyon.

Crédibilité et légitimité des gestionnaires du risque : analyse comparative des cas de l'Erika et d'AZF. Colloque *Perception des risques technologiques* organisé par le Conseil Général de la Manche et la CLI de Flamanville, 10 novembre 2002, Flamanville.

Le contrôle démocratique de la sécurité industrielle: crédibilité des acteurs de la catastrophe d'AZF et légitimité de l'action publique. Journée *L'acceptation sociale du risque* organisée par l'Ecole des Mines d'Albi et la DRIRE Midi-Pyrénées, 15 octobre 2002, Albi.

Perception comparée des risques nucléaires et chimiques : AZF / La Hague. Journée *Information et concertation sur les risques industriels* organisée par la Commission Spéciale et Permanente d'Information près l'établissement Cogema de La Hague, 26 septembre 2002, Equeurdreville-Hainneville.

Evaluation des réactions des populations lors de la catastrophe d'AZF. Colloque *La prévention des risques technologiques* organisé par l'université Paris 1, Panthéon Sorbonne, 9-13 septembre 2002, Paris.

Retour d'expérience sur la catastrophe de la Mède du 9 novembre 1992. Journée *Risques réels / Risques perçus* organisée par l'Observatoire des Opinions sur les Risques et la Sécurité, IRSN, 16 mai 2002, Paris.

L'information du public sur les risques technologiques majeurs. Colloque *SEVESO II*, organisé par l'INERIS et le ministère de l'Environnement, le 12 décembre 2000, Unesco, Paris.

MAREE NOIRE

RETOURS D'EXPERIENCE SUR LE NAUFRAGE DE L'ERIKA

DIRECTION DE CONTRATS DE RECHERCHE

1. Marée noire de l'Erika : enquête auprès des habitants des zones côtières sinistrées. 2000

- Enquêtes sociologiques comparatives menées dans 8 départements auprès de 1800 habitants : 5 groupes expérimentaux (Loire-Atlantique, Finistère, Morbihan, Vendée, Charente-Maritime) et 3 groupes témoins (Manche, Gironde, Alpes-Maritimes).

Subventions : Groupe TOTAL. Direction de la Communication et de l'Image Institutionnelle.

2. Le débat public sur la catastrophe de l'Erika : le rôle des élus locaux et des médias. 2003

- Enquête quantitative auprès de 110 élus des communes du littoral breton.
- Elaboration d'une base de données de la presse écrite (4605 articles).

Subventions : Ministère de L'Ecologie et du Développement Durable.

3. Retour d'expérience sur la marée noire de L'Erika : enquête sur l'action des maires dans les plans POLMAR-TERRE. 2003

- 30 entretiens approfondis auprès des maires, des dirigeants d'associations de protection de la nature et du collectif anti-marée noire de Saint-Nazaire".

Subventions : Ministère de l'Intérieur.

4. Le rôle d'Internet dans la controverse de l'Erika. 2006

- Analyse de la presse écrite (exploitation d'une base de données de 4605 articles).
- Sondage auprès de 50 journalistes.
- Enquête qualitative auprès de 26 experts de la CEE.
- Enquête quantitative auprès de 349 bénévoles.

Subventions : Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable.

DIFFUSION DES SAVOIRS : ACTIONS SUR LE TERRAIN

1. La participation des citoyens au débat public sur les risques technologiques majeurs. 1997

- Organisation d'un séminaire de recherche à la Direction de la Sécurité Civile sur les marées noires, les risques naturels et industriels.

Subventions : Institut National d'Etude de la Sécurité Civile.

2. « L'eau, richesse naturelle ». 2003

- Colloque organisé par l'IUT Nice Côte d'Azur en collaboration avec la communauté Urbaine de Nice CANCA. 13 mars 2003, NICE Arenas.

Subventions : CANCA-Nice.

PUBLICATIONS

Responsabilité juridique et responsabilité morale : le cas de l'Erika. In *Risque et systèmes complexes, les enjeux de la communication*, ouvrage collectif rédigé sous la direction de P. Hupet, Editions Presses Interuniversitaires Européennes, Peter Lang, 2001, Bruxelles.

Opinion publique et droit : le cas de l'Erika. In rapport *La sécurité environnementale*, édition du colloque organisé par le Conseil de l'Europe dans le cadre du programme EUR-OPA Risques majeurs, 19-21 novembre 2001, Strasbourg.

COMMUNICATIONS

Biodiversité et pollutions marines. Colloque international *MEDITERRANEA*, organisé par Centre Scientifique de Monaco de Biologie Marine et l'Equipe Cousteau, 25-28 février 2010 à Antibes.

Le rôle d'Internet dans la controverse de l'Erika. Colloque de restitution des travaux du programme de recherche *Concertation-Décision et Environnement*, organisé par le ministère de l'Environnement et l'INRA, 17-18 mars 2005, Pacte-Territoires, Grenoble

Responsabilité juridique et responsabilité morale : le cas de l'Erika. Colloque *Les évaluations des suites du naufrage de "l'ERIKA"*, organisé par le pôle « Mer et littoral » de l'université de Nantes, 23-25 janvier 2002, Nantes.

Le poids des médias et des associations : exemple de la pollution de l'Erika. Colloque *Risques industriels et risques urbains : vers une même approche ?* dans le cadre des quatorzièmes entretiens Jacques Cartier, 3 et 4 décembre 2001, Lyon.

AUDITION COMME EXPERT

Universalité et transversalité de la perception du risque. Journée d'étude organisée par la section « SECURITE et RISQUES » du CGIET, Conseil Général de l'Economie, de l'Industrie, de l'Energie et des Technologies au Ministère de l'Economie et des Finances, Bercy, le 9 mars 2010, Paris.

RISQUES ET CATASTROPHES NATURELS

EVALUATION DU DISPOSITIF DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS

PARTICIPATION A DES CONTRATS DE RECHERCHE

1. Impact de l'information préventive sur la responsabilité : le cas des inondations dans les Alpes-Maritimes. 2002

- Enquête quantitative auprès de 561 habitants de la vallée du Paillon, suite aux crues torrentielles de décembre 2001.

Direction de la recherche : Ecole Supérieure des Mines de Paris.

Subventions : Ministère de L'Environnement et de l'Aménagement du Territoire.

2. Enquête sur la perception des incendies de forêts et la mise en oeuvre des pprif (plan de prévention contre les risques d'incendies de forêts). 2003

- Enquête comparative entre un groupe témoin de 364 habitants résidant en dehors d'une zone à risque d'un groupe expérimental de 297 habitants d'une zone à risque.

Direction de la recherche : Ecole Supérieure des Mines de Paris.

Subventions : Ministère de l'Intérieur.

Ministère de L'Ecologie et du Développement Durable.

Ministère de l'Agriculture.

DIRECTION DE CONTRATS DE RECHERCHE

3. Enquête auprès des maires de la région PACA sur les risques naturels.

- Enquête auprès des maires de la région PACA : 703 questionnaires.

Subventions : Société du Canal de Provence.

4. La responsabilisation des citoyens envers les risques naturels majeurs. Enquête auprès des maires des Alpes-Maritimes. 2005

- Entretiens approfondis auprès des maires de la vallée du Paillon.

- Enquête quantitative auprès de 149 maires des Alpes-maritimes.

Subventions : Conseil Régional de Provence Alpes Côte d'Azur.

5. Enquête sur la perception des risques naturels majeurs dans les Alpes-Maritimes.

- Enquête auprès de 700 habitants. 1998

Subventions : Ministère de l'Environnement.

DIREN PACA.

6. Enquête sur la perception des risques majeurs en Isère. 1989

- Comparaison entre la perception des risques naturels et des risques industriels.

- Enquête d'opinion menée auprès de 808 habitants de l'Isère.

Subventions : Conseil Général de l'Isère.

Association pour l'information sur la prévention des risques majeurs.

PUBLICATIONS

Les incendies de forêts, la Charte de l'environnement et la sensibilité. Article paru dans la revue *Forêt méditerranéenne*, pp.303-312, tome XXV, numéro 4, décembre 2004.

Les incendies de forêts, la Charte de l'environnement et la sensibilité des populations. Article paru dans la revue *Préventique*, pp.34-42, N° 76, juillet-août 2004.

Le débat public sur les catastrophes naturelles : le cas des inondations dans les Alpes-Maritimes. Revue *Ingénieries* du Cemagref, N° 29 p.37 à 48, mars 2002.

Dire le risque : élaboration d'une stratégie d'information. Revue *Etudes du CEMAGREF*, N° 2 p. 117-134, Paris, 1992.

COMMUNICATIONS

Approche sociologique de la perception des risques d'incendies de forêts. Assises du Var, organisées par l'Association de la Forêt Méditerranéenne, 15-17 juin 2004, Toulon.

L'acceptabilité des PPRif par les élus et les populations. Séminaire organisé par l'ENGREF, *L'établissement des PPRif*, 3-7 novembre 2003, Valabre.

Pourquoi inscrire aujourd'hui la protection de l'environnement dans la Constitution ? Assises Régionales *Préparation de la Charte de l'Environnement* organisées par la préfecture de Caen et le MEDD, 3 février 2003, Caen.

Crédibilité des acteurs gestionnaires des risques naturels, *Colloque euro-méditerranéen sur l'éducation aux risques naturels : de l'expérimentation à la systématisation*, XIV^{èmes} rencontres Régionales de l'Environnement, organisé par l'Agence Régionale pour l'Environnement, 24-25 octobre 2002, Antibes.

Enquête sur les risques naturels dans les Alpes-Maritimes. Colloque *GERIA, restitution des résultats du projet transfrontalier Interreg IIA*, organisé par le BRGM, 20 et 21 septembre 2001, Menton.

Confrontation des discours des élus et des habitants des Alpes-Maritimes sur les risques naturels majeurs et leur gestion. Colloque *Risques et territoires* organisé par l'UMR CNRS 5600, 16-18 mai 2001, Vaulx-en-Velin.

L'information du public sur les risques majeurs. Séminaire *Pour une nouvelle culture du risque* organisé par Alliage, 23-24 mars 2001, Nice.

La perception des risques majeurs en Isère. Séminaire intitulé *Séminaire sur les aspects socio-économiques de la gestion des risques naturels*, organisé par le CEMAGREF, Ecole Nationale du génie rural, des eaux et forêts à Paris les 1-3 Octobre 1991.

L'information préventive à l'école. Séminaire *Université d'été des risques majeurs*, organisé par la Direction de la Sécurité Civile, 8-13 juillet 1991, Nainville-les-Roches.

Information du public en situation de crise. Séminaire *La gestion des crises*, organisé par l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure. Paris 13-15 Novembre 1990.

Education aux risques majeurs. 3^o Symposium International *L'éducation à la paix face aux déséquilibres économiques et écologiques mondiaux. Une réponse européenne.* Symposium organisé par la Ligue Internationale de l'Enseignement, Paris, 13-15 octobre 1989.

RISQUES TECHNOLOGIQUES MAJEURS DANS LES USINES "SEVESO" MISE EN OEUVRE DU DISPOSITIF D'INFORMATION DU PUBLIC

DIRECTION DE CONTRATS DE RECHERCHE AU NIVEAU EUROPEEN

1. Contribution à une comparaison européenne. Enquête sur la perception des risques technologiques majeurs en France. 1993

- Comparaison européenne entre 5 pays de la CEE.

Pays co-contractants : Angleterre, Allemagne, Italie, Belgique.

- France : enquête d'opinion menée auprès de 1200 habitants du Havre et de Fécamp.

Subventions : Commission des Communautés Européennes DG XII. Programme STEP.

PARTICIPATION A DES CONTRATS DE RECHERCHE AU NIVEAU EUROPEEN

2. Comparaison européenne. Enquête d'impact relative à l'information du public sur les risques technologiques majeurs dans les Bouches-du-Rhône. 1990

- Comparaison européenne entre 5 pays de la CEE.

- France : enquête d'opinion menée auprès de 425 habitants de l'étang de Berre.

Direction du projet : Université de Lancaster (Angleterre).

Subventions : Commission des Communautés Européennes.

DRIRE PACA. Ministère de l'Environnement.

EDF-GRETS.

Mairies de Martigues, Berre-l'Etang, Châteauneuf, Fos-sur-Mer.

Complexe Shell de Berre.

Association Environnement-Industrie (industriels de l'étang de Berre).

DIRECTION DE CONTRATS DE RECHERCHE AU NIVEAU NATIONAL

3. Expertise de la conformité réglementaire de l'information publique donnée aux citoyens sur les risques technologiques majeurs. Evaluation des plaquettes d'information du public éditées en France dans le cadre de la directive "SEVESO". 1995

- Evaluation de 142 plaquettes correspondant à 269 usines.

- Recommandations à formuler au Collège en vue de de la rédaction d'un AVIS destiné au Premier ministre sur les préconisations à apporter à la politique d'Information du public sur les risques technologiques majeurs.

Subventions : Collège de la Prévention des risques technologiques.

4. Droit et démocratie : des contraintes réglementaires aux attentes des citoyens. Stratégie de communication pour informer le public sur les risques technologiques majeurs. 1989

- Plan de communication proposé pour résoudre les contradictions existant entre les exigences réglementaires et les besoins du public.

Subventions : Ministère de l'Environnement.

DIRECTION DE CONTRATS DE RECHERCHE DANS LES TERRITOIRES

ENQUETES PREALABLES AUX CAMPAGNES D'INFORMATION DU PUBLIC

ETANG DE BERRE- MARSEILLE

5. Enquête sur la perception des risques technologiques majeurs dans les Bouches-du-Rhône. 1988

- Enquête d'opinion menée auprès de 1500 habitants des Bouches-du-Rhône.

Subventions : Ministère de l'Environnement.

DRIRE PACA

EDF-GRETS.

Association pour la prévention des risques majeurs en Isère.

ISERE

6. Enquête sur la perception des risques technologiques majeurs et le dispositif de sécurité publique. 1990

- Entretiens auprès de 272 professionnels susceptibles de diffuser des informations au public sur les risques majeurs

Subventions : Préfecture de l'Isère.

Association pour l'Information sur la Prévention des Risques Majeurs.

LYON

7. COURLY : information du public sur les risques technologiques majeurs. 1990

- Enquête d'opinion menée auprès de 1400 habitants de l'agglomération lyonnaise.

Subventions : Ministère de l'Environnement. DRIRE Rhône-Alpes.

Communauté Urbaine de Lyon.

Conseil Régional d'Ile de France. IAURIF.

8. Enquête sur la légitimité et sur la crédibilité des acteurs susceptibles d'informer le public sur les risques technologiques majeurs. 1992

- Entretiens qualitatifs auprès de 250 riverains des usines.

Subventions : Ministère de l'Environnement.

Communauté Urbaine de Lyon.

DRIRE de Midi-Pyrénées.

9. Enquête sur la réceptivité des contraintes d'urbanisation autour des sites à risque et sur la responsabilité. 1992

- Entretiens qualitatifs auprès de 289 riverains du "couloir de la chimie" à Lyon.

Subventions : Ministère de l'Environnement.

Communauté Urbaine de Lyon.

DRAE de Rhône-Alpes.

CORSE

10. Enquête sur la perception des risques technologiques majeurs en Corse. 1991

Enquête d'opinion menée auprès de 700 habitants de Corse.

Subventions : Préfecture de Région de Corse.

DRIRE et DIREN de Corse.

DIFFUSION DES SAVOIRS : ACTIONS SUR LE TERRAIN

CAMPAGNES D'INFORMATION DU PUBLIC

ETANG DE BERRE-MARSEILLE

1. Charte de Sécurité industrielle sur les risques technologiques majeurs. 1989

- Concertation au sein du Secrétariat Permanent de Prévention des Pollutions Industrielles avec les inspecteurs de la DRIRE, les cadres des communes et des industriels.
- Conception et préparation de la campagne sur les risques technologiques majeurs lors des trois opérations de l'Etang de Berre : à Martigues, à Berre-l'Etang et à Fos-sur-Mer.

Subventions : DRIRE PACA.

Association Environnement-Industrie.

Communes de l'étang de Berre.

2. Campagne d'information du public dans les Bouches-du-Rhône. 1988

- Elaboration de l'information du public dans les plans d'urgence : « *Une confiance lucide* ».
- Journées portes-ouvertes dans les usines et diffusion de la plaquette des plans d'urgence.

Subventions

Industriels : Shell, Atochem (Fos, Lavera , Port-de-Bouc), BP Chimie, BP France, Total, Esso, Naphtachimie, Gaz de France, Sollac, Air Liquide, Arco-chimie, Chevron Chemical Company, Oxochimie, Gazechim, Geogaz, Rhône Gaz, Terminal de la Crau, DPF, SCVF, SPSE .

Communes : Martigues, Fos-sur-Mer, Berre-l'Etang, Châteauneuf, Port-de-Bouc, Port-Saint-Louis-du-Rhône.

3. Le débat public dans la zone industrielle de l'étang de Berre. L'Etat, les élus et les industriels dans la prévention des risques technologiques majeurs. 1988

- Conférences-débats sur les données d'enquête propres à chaque commune.

Subventions

Etat : DRIRE PACA

Communes : Martigues, Fos-sur-Mer, Berre-l'Etang, Port-de-Bouc, Châteauneuf-lès-Martigues.

Industriels : Shell, Atochem (Fos, Lavera , Port-de-Bouc), BP Chimie et BP France, Naphtachimie, Total, Esso, Gaz de France, Sollac, Air Liquide, Arco-chimie, Geogaz, Oxochimie, SPSE, Chevron Chemical Company, Gazechim, Rhône Gaz, Terminal de la Crau, DPF, SCVF.

4. Evaluation du taux de distribution des plaquettes d'information du public. 1989

Sondage mené auprès de 5012 habitants des communes de l'étang de Berre afin d'évaluer le taux de distribution des plaquettes "grand public".

Subventions : DRIRE de la région PACA .

Ministère de l'Environnement.

CORSE

5. Campagne d'information du public en Corse. 1991

- Elaboration de la stratégie d'information du public et négociation avec les industriels.
- Elaboration des plans d'urgence : « *Vous vivez près d'un dépôt de gaz. Pour votre sécurité, cette information vous concerne* ».

Subventions : Préfecture de Région de Corse.

D.R.I.R.E. de Corse.

E.D.F.-G.D.F.

BUTAGAZ.

ELF-ANTARGAZ.

ISERE

6. Charte de Sécurité industrielle en Isère. 1990

- Négociations avec les différents partenaires, élus, industriels et administration pour la définition des axes de la campagne d'information du public.

Subventions : Association pour l'information sur la prévention des risques majeurs.

7. Campagne d'information du public en Isère. 1990

- Elaboration de l'information du public dans les plans d'urgence : « Vous habitez près d'une usine ? Pour votre sécurité, cette information vous concerne ».

- Sites Seveso du Sud grenoblois, Brignoud et Nord isérois.

Subventions : Association pour l'Information sur la prévention des Risques Majeurs.

Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix, Saint-Clair-du-Rhône, Roussillon).

Atochem (Jarrie, Brignoud), ICI Francolor, Distugil, Sobegal.

LYON

8. Le débat public dans l'agglomération lyonnaise. 1992

- Exploitations détaillées, commune par commune, des données d'enquête.

- Conférences-débats dans les usines et dans les mairies.

Subventions : Communes de Genay et de Neuville, Saint-Fons, Pierre-Bénite, Mairie de Lyon 7°, COURLY.

Coatex, Agrishell, ELF, Roussel-Uclaf.

LE HAVRE-ROUEN

9. Développement durable et risques technologiques majeurs. 1997

- Expertise destinée à la procédure de débat public organisée par la Ville du Havre.

Subventions : SIHRH, Ville du Havre.

PLANS D'URGENCE DANS LES ECOLES

10. Conception d'un programme de sensibilisation des enseignants.

Risques majeurs : l'information préventive des populations et l'école.

- Brochure pédagogique destinée aux enseignants.

Subventions : Ministère de l'Environnement (Direction des Risques Majeurs). 1992

11. Elaboration des Plans d'urgence dans les écoles. 1989

- Elaboration du document : « Les bons réflexes en cas d'alerte »

Subventions : Ministère de l'Environnement.

Conseil Général de l'Isère.

12. Sensibilisation des enseignants aux risques technologiques majeurs. 1989

- Sessions de formation des enseignants.

Subventions : Ministère de l'Environnement et DRIRE de la région PACA.

Industriels et communes de la zone industrielle de l'étang de Berre.

ENQUETES DE RETOURS D'EXPERIENCE

11. Berre-l'Etang. Accident à l'usine SHELL. Comment la population a-t-elle réagi ?

Entretiens approfondis menés auprès de 100 habitants de Berre-l'Etang. 1991

Subventions : Ministère de l'Intérieur, DRIRE de la région PACA, CYPRES.

Commune de Berre-l'Etang.

SHELL.

12. 9 Novembre 1992 : accident majeur à l'usine Total de La Mède.

Comment la population a-t-elle réagi ? 1992

Entretiens approfondis menés auprès de 100 habitants de La Mède et questionnaires auprès de 500 habitants de La Mède, de Châteauneuf-lès-Martigues et de Martigues.

Subventions : Groupe TOTAL.

Communes de Martigues et de Châteauneuf-lès-Martigues.

13. 23 avril 1992, Jarrie. Accident à l'usine OXYSYNTHESE.

Comment la population a-t-elle réagi ? 1992

- Enquête menée auprès de 367 habitants de Jarrie et de Champ-sur-Drac.

Subventions : Atochem.

14. Enquêtes d'impact dans les écoles des Bouches-du-Rhône. 1989

Enquête d'opinion menée auprès de 756 élèves et de 50 enseignants.

Subventions : Conseil Général de l'Isère.

Ministère de l'Environnement.

DRIRE PACA.

DDE des Bouches-du-Rhône.

PUBLICATIONS

Alerting the population in emergency plans : examples of local public policy in Provence. Revue *Journal of hazardous materials, Risk Assessment and Management, Environmental Technologies*, pp. 281-301, Volume 78, Nos 1-3, 3 novembre 2000.

La directive Seveso à l'épreuve des faits. La politique de "transparence" sur les dangers de l'industrie comme facteur de légitimité de l'action publique. Ouvrage collectif *Risque et société*, sous la direction de Maurice Tubiana, Constantin Vrousos, Catherine Carde et Jean-Pierre Pagès, pp.233-255, édition Nucléon, 1999, Paris.

Gestion des crises et information du public : 9 Novembre 1992, accident à La Mède. Les leçons à tirer pour l'information du public. Revue *Préventique*, pp.54-61, Bordeaux, Janvier-Février 1996.

Information sur les risques technologiques majeurs: les attentes des riverains des usines. Ouvrage collectif *La chimie dans la société, son rôle, son image* sous la direction de P. Fuchs, éditions l'Harmattan, en collaboration avec le CNRS, pp. 341-372, Paris, 1995.

Information sur les risques technologiques majeurs : les attentes des riverains des usines. In *Spécial Risques Technologiques majeurs*, N°19 Tome 2. Revue des Ingénieurs des Mines "Print industrie". pp. 58-79, Paris, 1995.

9 Novembre 1992 : accident majeur à l'usine Total de La Mède. Les leçons à tirer pour l'information du public. Revue des Ingénieurs des Mines "Print industrie", *Spécial Risques Technologiques majeurs*, N°18 Tome 1, pp 57-72, Paris, 1995.

Sur l'information du public en cas d'accident industriel grave. Revue *Préventique*, Novembre- pp. 56-57. Décembre 1995.

Quelle information du public ? Revue du Centre National de Prévention et de Protection *Face au risque*, N°315, pp.31-40, Août-Septembre 1995.

L'information du public sur les risques technologiques majeurs. Revue *Les cahiers* du Centre National de la Fonction Publique Territoriale, Numéro "Collectivités territoriales et gestion des risques majeurs", N° 39, pp. 46-66, Aout 93.

L'information du public sur les risques technologiques majeurs en France. Revue *Prévenir* N°24, pp.93-113, 1^{er} semestre 1993.

De la loi à l'action. Bilan d'une campagne d'information du public sur les risques technologiques majeurs. In *Les cahiers de la sécurité intérieure*. La gestion de crise. N° 6 Août-pp 31 à 57. Paris, Octobre 1991.

Risques technologiques majeurs : information du public. Revue *Préventique*, pp. 31-53. Juillet-Aôut 1989.

Informing the Public on Major Technological Risks : Communication Strategies of Bouches-du-Rhône Campaign, April-June 1989. Rapport du colloque, H.B.F. Gow et H. Otway, pp .204-231. Published by Elsevier Applied Science, London and New-York, 1990.

Information strategy on major industrial risks in the department of Bouches-du-Rhône. Rapport du colloque EUR 11465, M. Olast et J. Sinnaeve, pp. 282-293. *Commission of the European Communities*, Brussels-Luxembourg, 1989.

Perception du risque technologique majeur : étude et stratégie de communication auprès des populations. Article publié dans la revue *Préventique*, pp. 20-41. Août-septembre 1988.

COMMUNICATIONS

La Directive Seveso à l'épreuve des faits. Colloque *Risque et Société* organisé par le Centre Antoine Béchère à la Cité des Sciences et de l'Industrie de Paris, la Villette, sous l'égide de l'académie des sciences et dans le cadre des célébrations du centenaire de la radio-activité, sous les hauts patronages de C. Allègre et de B. Kouchner, les 18-20 novembre 1998, Paris.

Public discussion in the communication of a crisis : the reactions of the inhabitants after the serious accident of november 9th 1992 at la Mede". Colloque *Risk analysis : opening the process* organisé par l'Institut de la Protection et de la Sûreté Nucléaire; Annual conference, October 11-14 1998, Paris.

Liability for industrial disasters : law and democracy. Colloque international *Risk Analysis : opening the process* organisé par la Society for Risk Analysis sous l'égide de l'Institut de Protection et de Sûreté Nucléaire. Octobre 11-14 1998, Paris.

La prise en compte des populations, leur information sur les risques technologiques, industriels et nucléaires. Séminaire organisé par l'IHESI, Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure intitulé *Risques technologiques et gestion de crise* du 17 au 19 décembre 1996 à Ecully, Lyon.

Existe-t-il une ou des opinions publiques ?. Colloque *Risques, Environnement et opinion publique*, organisé par la Société de Chimie Industrielle le mardi 22 octobre 1996 lors des journées "Pollutec" à Lyon.

Accidents technologiques majeurs : perception de la responsabilité par le public. Colloque *Risques, Environnement et opinion publique*, organisé par la Société de Chimie Industrielle. Mardi 22 octobre 1996, Pollutec, Lyon.

Intérêt public et intérêts du public. Limites des politiques de prévention face à la demande sociale en matière d'environnement. Colloque International *Quel environnement au XXI ème siècle ?* organisé par le Ministère de l'Equipement. Abbaye de Fontevraud. 8, 9, 10 et 11 septembre 1996. Publication dans les actes du colloque.

Impact des campagnes de communication grand-public en France sur les risques technologiques majeurs. Séminaire *Curso de comunicacion estratigica y de crisis*, organisé le 9 novembre 1995 par le ministère de l'Intérieur et de la Protection Civile de la région de Catalogne, Barcelone.

La perception des risques industriels par le public et le rôle de l'information. Séminaire organisé par l'IHESI, Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure intitulé *L'entreprise et la sécurité*, du 11 au 14 avril 1995 à Paris.

Le rôle des média dans l'information du public sur les risques technologiques majeurs : en situation préventive et en situation d'accident. Séminaire organisé par la DRIRE Nord-Pas-de-Calais pour les rédacteurs en chef de FR3. 1° Session: 20 juin 1994 et 2°session: 9 février 1995.

L'information du public sur les risques technologiques majeurs en France. Colloque international sur les sciences du danger *Risque et société* organisé par l'Institut Européen de Cindyniques à l'université de Paris 1 Panthéon Sorbonne. 16, 17 et 18 Novembre 1994. Publication dans les actes du colloque pp. 367-395, Editions de l'Institut Européen de Cindyniques, Nov. 1994, Paris.

9 Novembre 1992 - 9 Novembre 1994 : quelle leçon en tirer ? Colloque *la politique de prévention-sécurité des sites industriels*, organisé par le COPPSIMA le 9 novembre 1994 à Martignes.

L'entreprise et son environnement sociologique, quels médiateurs ? Colloque *Organisation, hommes et techniques : les enjeux de l'environnement dans l'entreprise*, Ecole des Mines de Saint-Etienne. 20 et 21 Juin 1994.

L'acceptabilité par les populations riveraines des installations industrielles à haut risque. Séminaire organisé par la direction de Rhône-Poulenc, à l'attention des directeurs de la communication des usines Rhône-Poulenc en France. 14 Mars 1994, Grenoble.

La perception du risque selon des enquêtes récentes : les campagnes d'information du public sur les risques technologiques majeurs sont-elles efficaces ?. Colloque *Risque et opinion publique* organisé par la Société de Chimie Industrielle. Publication dans les actes du colloque, pp. 3-1 à 3-12. 27 et 28 janvier 1994 à l'Ecole Normale Supérieure de Lyon.

Information du public sur les risques industriels majeurs : la crédibilité des associations de protection de l'environnement. Colloque *Les premières assises des maisons de la nature et de l'environnement*, Grenoble, 18-19 juin 1993.

L'information des populations et la gestion des catastrophes. Séminaire organisé par le Ministère de l'Intérieur, Direction de la Sécurité Civile, les 6-8 avril 1993 à Paris.

L'information préventive auprès de la population et son efficacité en cas de crise. Colloque *Sites industriels et urbains, prévention des risques*, organisé par la Commission des Communautés Européennes, 1^o et 2 Avril 1993 à Grenoble. Publication dans les actes du colloque, pp. 57-66.

Les réactions des populations lors de l'accident à l'usine OXYSYNTHESE de Jarrie, le 23 Avril 1992. Séminaire organisé le 10 février 1993 par l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure. Paris.

Enquête d'opinion et information du public. Séminaire *Indutries à risques et opinions publiques*, organisé par Interfora le 18 juin 1992 à la Maison de la Chimie à Lyon.

Risques technologiques, science et démocratie. Colloque *Semaine de la science*, organisé par la ville de Saint Michel-sur-Orge et Science et Avenir, du 20 au 25 janvier 1992.

Evaluation des politiques publiques : bilan de la campagne des Bouches-du-Rhône du printemps 1989". Séminaire *Risques majeurs et législation sur les installations classées*, organisé par l'association des ECO-MAIRES à l'assemblée nationale. Paris 14 Janvier 1992.

Les réactions des populations lors de l'accident à l'usine SHELL de Berre l'Etang , le 30 mai 1991. Séminaire organisé par la Direction de la Sécurité Civile, 27 Septembre 1991, Compiègne.

Information des populations en situation de crise. Séminaire organisé par l'Institut des Hautes Etudes de la Sécurité Intérieure. Paris, 21 Juin 1991.

Expériences d'information des populations sur les risques majeurs en France. Séminaire organisé par l'université de Madrid. Madrid, 6-7 juin 1991.

Risques majeurs, information et communication. Forum *L'environnement, un atout pour demain*, organisé par la Fédération Nationale des Maires Ruraux le 25 mai 1991 à Poncin, Ain.

La crédibilité des journalistes comme vecteur d'information sur les risques technologiques majeurs. Colloque *Risques majeurs et médias*, organisé par le CNRS. Paris, 7-8 mars 1991.

Perception des risques par les populations et information préventive. Séminaire *Rencontres régionales Chimie CFDT : sous-traitance, environnement, risques industriels*, 6 et 7 février 1991, Feyzin .

L'information préventive des populations sur les risques technologiques majeurs : une analyse comparative entre Marseille, Lyon et Grenoble. Colloque *Maitrise de l'urbanisation autour des sites industriels à risque* organisé par le Centre de Formation et de Documentation de l'Environnement à Paris, 25-26 octobre 1990.

L'information préventive des populations sur les risques technologiques majeurs : une analyse comparative entre Marseille, Lyon et Grenoble. Colloque international *Les accidents industriels majeurs: quelles leçons en tirer ?* organisé par le CERCHAR les 20/21 Septembre 1990 à Paris.

Directive Seveso : contribution française à un premier bilan européen. Journée d'étude organisée par la C.E.E. à Lancaster, Angleterre, 19-20 Mars 1990.

Information de la population et perception des risques. Colloque *Premières Rencontres Internationales sur l'Environnement*, organisé par la Région Rhône-Alpes les 8 et 9 Mars 1990, Charbonnières.

Législation Seveso : Plans d'urgence, zones à risques, information à la population. Séminaire international destiné aux industriels dans le cadre du programme STEP de la CEE, 2 mars 1990, Namur, Belgique.

Risques Technologiques Majeurs : Evaluation de la lecture et de l'interprétation de supports pédagogiques destinés aux écoliers. Workshop organisé par l'O.C.D.E. Paris, 28-30 novembre 1989.

Communication et Risques Technologiques Majeurs. Colloque international *Communication sur l'énergie et l'environnement*, Thirteenth Annual International Scientific Forum on Energy (ISFE), organisé par le CEPN (Centre d'étude sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire, Paris les 26-27 octobre 1989.

Pour une nouvelle culture du risque. Communication dans le cadre du colloque international *Pour une nouvelle gestion du risque incendie*, 5^e colloque aquitain d'Hygiène et de Sécurité organisé par l'Université de Bordeaux 1. 24-26 octobre 1989.

Information of the public on major technological risks : strategic organization and first results of the campaign launched on the industrial zone of Marseille from April to June 1989. Colloque *Workshop on the provision of information to the public and on the role of workers in accident prevention and response*, organisé par l'O.C.D.E., Stockholm, 11-14 septembre 1989.

Information du public sur les risques technologiques majeurs : Organisation stratégique et premier bilan de la campagne menée sur la zone industrielle de Marseille d'avril à juin 1989. Colloque *Comité international Métropolis - Risques Majeurs*, organisé par l'Association Mondiale des Grandes Métropoles les 7-8 septembre 1989 à Paris.

Informing the Public on Major Technological Risks : Communication Strategies of Bouches-du-Rhône Campaign, April-June 1989". Colloque international de Varèse *Communicating with the public about major accident hazards*, organisé par la Commission des Communautés Européennes du 30 mai au 10 juin 1989, à Ispra, Italie.

Information du public sur les risques technologiques majeurs. Colloque sur *La gestion de l'espace autour des industries dangereuses* sous le haut patronage de Michel Rocard, Premier Ministre, 25 & 26 avril 1989, Ministère de l'Environnement.

Information strategy on major industrial risks in the departement of Bouches-du-Rhône. Colloque international 93 *Emergency*, 1988, organisé par l'Institute of Civile Defense à Londres du 28 novembre au 2 décembre 1988. Publication dans les actes du colloque paper 24.

Information strategy on major industrial risks in the department of Bouches-du-Rhône. Colloque *Radiation protection seminar on applications, perspectives and limitations of comparative risk assessment and risk management*, organisé par la Commission des Communautés Européennes, Nice du 26-30 sept. 1988.

POLLUTION DE L'AIR et GESTION DES DECHETS

DIRECTION DE CONTRATS DE RECHERCHE

1. Enquête sur la perception de la pollution de l'air par les habitants de l'agglomération lyonnaise. 1990

- Enquête d'opinion auprès de 1400 habitants de l'agglomération lyonnaise.

Subventions : Ministère de l'Environnement.

DRIRE Rhône-Alpes.

Communauté Urbaine de Lyon.

2. Enquête sur l'acceptabilité des usines d'incinération et des décharges par les Franciliens. 1994

Enquête d'opinion auprès de 1400 habitants de la région Ile-de-France.

Subventions : Conseil régional de l'Ile-de-France.

PARTICIPATION A DES CONTRATS DE RECHERCHE

3. Enquête nationale sur le tri sélectif des déchets ménagers en habitat vertical.

- Direction de la recherche : Confédération Syndicale du Cadre de Vie.

- Uniquement conception de l'enquête : Enquête d'opinion menée auprès de 2000 personnes sur 8 sites pilotes : Lons-le-Saulnier, Nancy, Mulhouse, Issy-les-Moulineaux, Lille, Montpellier, le Havre et Châteauroux.

Subventions : ECO-EMBALLAGES.

CSCV, Confédération Syndicale du Cadre de Vie.

4. Les associations dans la gestion des déchets ménagers.

Uniquement conception de l'enquête (réalisation, passation et exploitation par la CSCV).

Subventions : CSCV, Confédération Syndicale du Cadre de Vie.

COMMUNICATIONS

Arbitrages entre les enjeux économiques, les demandes des populations et la protection de l'environnement. Séminaire pour les Commissaires-Enquêteurs organisé par la DIREN, Direction Régionale de l'Environnement, de la Région Rhône-Alpes. 11 décembre 1994 à Lyon.

Enquête nationale sur les freins et les motivations à l'égard du tri" . Colloque *Communiquer pour réussir la collecte sélective*, organisé par Eco-Emballages le 23 et 24 novembre 1994, Lons-le-Saulnier.

Les résistances des populations à l'égard du tri sélectif en habitat vertical. Séminaire sur le tri sélectif des déchets ménagers destiné à confronter les différentes expériences réalisées en France. Organisé par Eco-emballages. Paris. 1° session: 6 mai et 2° session : 31 mai 1994.

Sciences de la société et environnement". Journée d'étude *Managers de l'environnement : un nouveau métier ?* Organisé par l'Institut Supérieur des Sciences Appliquées le 6 avril 1993, Lyon.